

PROLIFÉRATION DES DÉCHARGES SAUVAGES

Quelles solutions pour éradiquer les points noirs à Tiaret ?

En l'absence d'une implication réelle mais surtout efficace de tous les intervenants entre élus locaux, société civile, mouvements associatifs, entreprises et citoyens, l'éradication des décharges sauvages qui conti-nuent malheureusement à ternir l'image de la ville ne peut trouver l'is-sue escomptée, c'est du moins ce qu'a laissé entendre le wali de la wilaya en marge d'une visite effectuée jeudi dernier à travers plusieurs sites considérés comme de véritables points noirs.

En effet, après avoir sillonné les quartiers de Z'mala, Teffah, Sonatiba, Rahma, Oued Tolba, la route de Frenda, Lalla Abdia, Karmane, Bouhenni, les cités des 405 et 282 logements, Senia, Aïn Mesbah, Zaâroura, Ellouz, le chef de l'exécutif a fait un constat des plus amers au vu de l'état d'insalubrité qui y prévaut.

Des ordures ménagères de tous genres ainsi que des déchets inertes jetés aléatoirement, de quoi susciter la désolation des uns

et des autres, et ce, en dépit des moyens mis en œuvre à cet effet. A ce titre, des ins-tructions fermes ont été données aux élus pour opérer en collaboration avec les sec-teurs concernés quant à l'élaboration d'un plan d'actions en vue de trouver des solu-tions pérennes à ces points noirs, devenus au fil du temps, l'une des priorités des pou-voirs publics locaux. De son côté, la popula-tion doit être mise à contribution en veillant au respect des horaires de dépôt de leurs

déchets et d'éviter de s'en débarrasser de façon désordonnée. Aussi, la prolifération effrénée des déchets inertes – gravas, sable, remblais –... jetés par des entreprises ou autres constructeurs particuliers à travers des zones non autorisées est l'autre casse-tête pour les autorités, lesquelles ont décidé de passer à l'action pour verbaliser désor-mais les contrevenants.

Tout récemment, une opération de net-toiement a été menée par les services de la commune au cœur même de la ville, plus précisément face au bain de Sidi M'hamed pour ne citer que cet exemple, mais son effet très salué s'est annihilé deux jours plus tard, pour que les lieux se transforment de nouveau en un dépôt à ciel ouvert. Cela dit, le chef de l'exécutif a saisi l'opportunité pour visiter le centre d'enfouissement tech-

nique (CET) implanté entre Tiaret et Sougueur où il s'est enquis de visu des conditions de réception des déchets et leur traitement.

Sur place, des mesures ont été adoptées concernant la réhabilitation des routes fré-quentées par les camions chargés de l'éva-cuation des ordures ainsi que la mise en place de plaques de signalisation tout le long des circuits concernés.

Pour note, en guise de mesures devant impliquer le citoyen dans la protection de son propre environnement, les quartiers connus pour leur état d'insalubrité ne seront pas concernés prochainement par l'inscrip-tion de projets d'aménagement, comme l'a si bien rapporté un communiqué officiel de la cellule de communication de la wilaya.

Mourad Benameur

RELIZANE

Des habitants de la cité 2^e gare écrivent au wali

Se plaignant que l'APC n'a jamais voulu donner suite à leurs requêtes et doléances à propos de l'aménagement urbain, ainsi que de la construction d'un CEM et des coupures régulières d'eau potable qui surviennent chaque été et ne touchant que leur quartier, les habi-tants de la cité 2^e gare, agglomération située à environ un kilomètre du centre-ville de Relizane, se sont adressés par correspondance au wali, en espérant que leurs requêtes obtiennent, cette fois, un écho favorable auprès du pre-mier responsable de la wilaya, accom-pagnés de certains sages de ladite cité.

Selon ces derniers, les habitants de ce lotissement vivent une situation déplorable depuis l'année 1987 à cause de l'absence de tout aménagement urbain du quartier (absence de chaus-sées et de trottoirs, etc.), alors que le CEM dans lequel sont scolarisés leurs enfants est distant de 3,5 kilomètres de la cité.

A ce propos, ils ont ajouté qu'il n'existe que trois CEM à la cité sus-mentionnée, pour une population qui compte aujourd'hui plus de 60 000 habitants.

A. Rahmane

JIJEL

14 457 postes d'emploi créés

Le jeune directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes, Brighet Mounir, a déclaré que depuis sa création en 1998, son instance fait état de la création de 5 596 microentre-prises qui ont généré 14 457 postes d'emploi dans dif-férents secteurs d'activité.

Lors d'un point de presse tenu jeudi matin au siège de son agen-ce, le directeur a ajouté, par ailleurs, que depuis la mise en place de nouveaux dispositifs de facilitation d'accès des jeunes à cette formule en 2010, on dénombre 3 639 projets financés soit une croissance de 185% par rapport à la période qui s'étale de 1998 à 2010.

Le conférencier a également estimé que la vision actuelle de son agence est d'opter pour les investissements durables de qua-lité en ciblant les diplômés de l'uni-versité et ceux des centres de for-mation professionnelle.

Interrogé sur la question du taux de recouvrement des crédits, Mounir Brighet a avancé le chiffre de 30 milliards de centimes sur un total de 46 milliards de centimes, soit un taux de recouvrement de 65% qui demeure, à ses yeux, satisfaisant sans toutefois omettre de dire que l'agence a poursuivi

en justice 45 jeunes promoteurs pour récupérer son argent. S'agissant des créneaux d'activi-té, M. Brighet a estimé que l'exer-cice de l'an dernier a vu la création de 400 micro-entreprises dont 212 dans le secteur de l'agriculture et la pêche, 68 dans le BTPH, 57

dans l'industrie, 37 dans le secteur de l'artisanat en soulignant que certains services sont gelés car leur marché est saturé, notam-ment le transport.

Concernant l'intérêt des univer-sitaires au dispositif Ansej, notre interlocuteur a avancé le chiffre de 875 diplômés de l'université qui ont réalisé leur projet dont des ingénieurs agronomes et des vété-rinaires qui ont monté des investis-sements dans le domaine de l'éle-vage bovin et les vaches laitières et des exploitations agricoles sans

omettre de rappeler qu'il a procédé aux assouplissements de cer-taines exigences pour que les jeunes promoteurs puissent béné-ficier de ce dispositif dans le sec-teur agricole dont la wilaya recèle d'énormes potentialités.

Pour l'exercice en cours, le res-ponsable de l'Ansej de Jijel nous a affirmé que ses services font état de la création de 76 micro-entre-prises en précisant que le traite-ment des dossiers est d'une moyenne d'une semaine à dix jours.

Bouhali Mohamed-Cherif

Une anarchie organisée à Taher

Le marché hebdomadaire de Taher, qui se tient chaque lundi, connaît une anarchie totale.

Une simple virée à ce marché nous renseigne sur la pagaille qui sévit au niveau de cet espace commer-cial qui se tient, curieusement, au milieu du chemin de wilaya 135, reliant la daïra de Taher à celle de Chekfa.

Des marchands ambulants dressent des étals de fortune au milieu de la chaussée pour vendre diffé-rentes marchandises. On vend n'importe quoi et n'im-porte comment, faisant fi de toutes les règles régis-sant l'activité commerciale. On trouve des légumes et des fruits, des ustensiles de cuisine, des produits périssables, des portes, des fenêtres exposées à

même le sol au su et au vu de tous. Une situation qui pénalise lourdement les usagers de cette route, forte-ment fréquentée par les automobilistes et les trans-porteurs de voyageurs des communes de Chekfa, Chehna, Ouled Asker, Bordj Thar. Ce qui provoque d'interminables embouteillages chaque lundi tout au long de la journée.

Face à cette anarchie organisée par les services de la commune de Taher où la notion d'autorité est un vain mot, les squatteurs continuent de faire la pluie et le beau temps. Une situation préjudiciable qui doit interpeller les services compétents pour remettre de l'ordre dans cette commune et réorganiser ce marché qui constitue une importante source pour les recettes de ladite commune.

B. M.-C.

MILA

Vers un profond relookage de la ville

La ville de Mila est en train de connaître une grande opé-ration de toilette et d'esthétique, depuis l'avènement du Comité de la ville de Mila-CoVi-MiL, donc du wali actuel puisque c'est une initiative conçue et mise à exécution par ses soins, afin de compenser l'absence et la débâcle de l'APC dans la prise en charge des affaires de la cité.

En effet, jamais la ville n'a connu un programme d'aménagement et d'amélioration urbaine aussi consé-quent et autant cohérent, étudié et coordonné que celui mis en place dans le cadre de cedit comité !

Impliquant tous les directeurs de l'exécutif de wilaya, les élus et la société civile, ce programme, s'il vient à être réalisé dans son ensemble, risque de modifier, de fond en comble, le visage de la ville pour en faire une cité à la hauteur de son rang administratif de chef-lieu de wilaya ! Etude d'aménagement des entrées

de la ville, en collaboration avec le Cloa local ; élargissement et dédou-blement des principaux axes de la ville, avec pose de tapis, aménage-ment des trottoirs, espaces verts et arbres d'alignement ; aménagement et réalisation de 9 ronds-points avec choix étudié des stèles et jets d'eau à installer ; modernisation de l'éclaira-ge public en lumière LED ; installa-tion au niveau de 9 intersections, de feux tricolores (4 déjà installés) ; aménagement d'une rue piétonnière en plein centre-ville, avec installation de bornes escamotables ; aména-

gement des 2 jardins de la ville (le square et celui mitoyen à l'école de police) ; la réalisation de 21 aires de jeu en pelouse synthétique (tartan) à différents endroits de la ville ; la réa-lisation de 4, et pouvant s'étendre à 9, parkings à étages ultra-modernes ; le ravalement obligatoire des façades, avec des couleurs unifiées pour chaque quartier et cité ; le ren-forcement en moyens humains et matériels de l'entreprise Mila Net, chargée du ramassage et de l'élimi-nation des déchets solides – ménag-ers et inertes et du nettoyage de la voie publique ; installation des plaques d'indication aux entrées et à l'intérieur de la ville ; le transfert des deux stations de carburant se trou-vant en ville, vers l'extérieur (l'une sur la route de Grarem et l'autre sur celle de Zeghaia) ; l'interdiction à

terme (d'ici la fin de l'année) de l'utili-sation des J9 Karsan dans le trans-port des voyageurs ; l'interdiction de délivrer des certificats de conformité ni de registres de commerce à qui-conque dont la façade de la bâtisse (toute la bâtisse et pas seulement celle du local de commerce) n'est pas totalement achevée ; l'uniformi-sation et la limitation de la superficie de tous les kiosques se trouvant en face de l'hôpital des frères Meghlaoua avec l'imposition d'un cahier des charges ; l'entame des travaux de dédoublement de l'accès nord (route de Grarem) qui fera jonc-tion avec le boulevard de l'ALN et finira au rond-point du lotissement sud et enfin, réalisation de 3 gares routières de type — C — respective-ment — Entrée nord de la ville sur la RN 79A sur une superficie de 25 000

m³, comprenant 10 à 15 quais – Entrée est sur la RN 79 d'une super-ficie de 23.000 m³ et comprenant 10 à 15 quais et 3 en réserve et la 3^e à l'entrée ouest, près de l'université, d'une superficie de 50 000 m³ et com-prenant 40 à 50 quais et 10 en réser-ve. En plus de ces 3 gares routières il va y avoir la réalisation de 3 gares urbaines et 16 stations de taxis, réparties à travers les quatre coins de la ville, avec un circuit de liaison entre différentes gares et stations bien étudié. C'est dire que Mila, mal-gré le pessimisme et les critiques lan-cées par-ci par là, est en passe de connaître une autre dimension pour devenir une ville plus ou moins moderne et fréquentable, avec des références et des particularités. Enfin ! Pourrions-nous dire !

Abdelmadjid M'haimoud